

Tandis que Sibeth Ndiaye fait un appel aux volontaires pour aller cueillir des fraises, [Roxanne Mitralias](#) revient sur les enjeux de la pandémie pour les paysan·ne·s tout en soulignant le rôle de l'agro-industrie dans l'émergence et la diffusion de l'épidémie. Sociologue rurale de formation, Roxanne Mitralias travaille aux côtés des mouvements paysans.

Contretemps : « Allez cueillir des fraises ! » Y-a-t-il vraiment besoin de main-d'œuvre dans les exploitations ?

Roxanne Mitralias : Dans l'agriculture en général, il y a une saisonnalité qui fait que sur certaines productions comme le maraichage ou l'arboriculture, il y a un besoin temporaire accru de main-d'œuvre. Évidemment plus les productions sont intensives et en monoculture plus les besoins sont exacerbés. En agriculture paysanne les fermes sont moins intensives et plus diversifiées ce qui contribue à étaler le travail dans le temps. Malgré tout, le printemps est une saison où le travail agricole reprend après le ralentissement hivernal.

Les déclarations de la porte-parole du gouvernement portent sur les productions d'asperges et de fraises qui sont de fait hyper industrialisées et dirigées vers la restauration collective. Il s'agit donc de trouver de la main-d'œuvre pour pallier le manque de travailleurs détachés, dans des conditions de travail désastreuses. C'est vrai que ces productions peuvent être perdues, ce qui serait dommage en ce moment où on ne veut pas de pénurie de nourriture, où les marchés mondiaux se tendent et où on remarque des problèmes d'acheminement mais sur ces productions-là, vu l'urgence sanitaire il faudrait peut-être avoir le courage de dire que ce n'est pas si prioritaire.

Des indemnités plafonnées doivent être prévues pour ces entreprises, dans le cadre d'une politique de transition massive de ces exploitations hyperspécialisées. Mais cette question de la main-d'œuvre ne peut pas être balayée d'un revers de main : si le confinement perdure, les productions de frais de grande consommation (fruits, légumes) seront impactés et pas seulement en France. Il est indispensable de trouver des solutions pratiques mettant en parallèle toujours la question sanitaire et le droit du travail. Il est hors de question de contribuer à diffuser le virus en faisant voyager des travailleurs sur le territoire comme le souhaite le gouvernement.

Donc la fermeture des marchés ouverts, c'est une fausse bonne idée ?

Les problèmes actuels liés au coronavirus et aux mesures prises pour la production agricole sont majoritairement dus à un manque de débouchés : la fermeture des marchés au profit des grandes surfaces a généré des difficultés de commercialisation importantes pour les paysans qui vendent en direct. Les producteurs de plants sont en très grande difficulté car ils risquent de perdre les revenus de toute une année.

Le gouvernement considère que la vente de plants, de semences ou de volailles vivantes aux particuliers n'est pas « de première nécessité » : par cette décision il privilégie l'achat d'aliments en grande surface au lieu de privilégier la sécurité alimentaire (car ces achats contribuent à assurer l'autonomie en approvisionnement des particuliers). On voit bien le projet politique qui sous-tend cette décision. Donc, le gouvernement décide de fermer les

marchés, après les avoir autorisés et revient encore sur cette décision, qui maintenant peut être prise au cas par cas.

La première chose à dire c'est qu'il n'y a aucune lisibilité. La deuxième est : où est la cohérence sanitaire ? Alors que les aéroports sont ouverts et que la production industrielle non indispensable continue. Les grandes surfaces sont aussi dangereuses que les marchés : si c'est la boussole sanitaire qui guide l'action gouvernementale alors il faut imaginer un approvisionnement alimentaire hors du marché afin de limiter drastiquement les contacts entre ceux qui distribuent la nourriture et la population. Il faut également encourager les points de vente locaux organisés par les acteurs publics ou par les communautés locales. Ces types de distribution génèrent beaucoup moins de risques car les intervenants sont beaucoup moins nombreux.

Globalement, le gouvernement ne réagit pas en fonction des priorités sanitaires, mais plutôt en fonction des pressions, des lobbys, et pour faire de la communication. La fermeture des marchés, ça a l'avantage d'être visible, ça focalise sur des modes d'approvisionnement utilisés par les milieux populaires, mais comme mesure c'est disproportionné alors que d'autres mesures plus urgentes ne sont pas prises. On sent que l'enjeu principal, comme pour les maladies animales, c'est de sauver les meubles au niveau économique, le reste c'est de l'affichage, en faisant payer le prix aux acteurs les plus faibles, même s'ils ne génèrent que peu de risque sanitaire. La réalité scientifique et sanitaire est reléguée au second plan.

Comme pour la grippe aviaire, le gouvernement fonctionne sur des *a priori* idéologiques. Maintenant, les recherches ont montré que ce sont les élevages industriels qui ont diffusé largement le virus de la grippe aviaire, par les flux incessants d'animaux vivants. Il n'y a aucune mémoire des épidémies précédentes, un déni incroyable ! La population n'a plus confiance dans le gouvernement pour gérer ces crises. De la grippe H1N1 à la vache folle en passant par le médiateur, les scandales se sont multipliés ces derniers temps.

Quel est le rôle du système agro-industriel dans l'émergence de l'épidémie ?

Au tout début de l'émergence de cette crise pandémique, quand cette situation ne concernait que le Wuhan, le traitement médiatique était teinté d'orientalisme. Le pangolin, petit mammifère en voie d'extinction serait l'espèce intermédiaire, par laquelle le coronavirus serait passée de la chauve-souris jusqu'à l'homme. De plus, les pratiques culinaires exotiques des chinois étaient pointées du doigt. Autant de manières de s'extirper de tout ça, de ne pas chercher les causes profondes de l'émergence des pandémies, et en particulier de celle liée au COVID-19 et ce d'autant que la consommation d'animaux « exotiques » est elle-même l'effet de l'épidémie de peste porcine, qui limite la disponibilité de la viande de porc en Asie.

De plus en plus d'études, et en particulier les travaux de Serge Morand (écologue de la santé) et de [Rob Wallace](#) (biologiste) dressent un tableau qui pointe le système agro-industriel qui, entre autres, produit la destruction des « coupe-feu » écologiques. Le développement de l'hygiène, des vaccinations, et des antibiotiques a provoqué une baisse des maladies, dans un premier temps, dans le monde développé. Mais l'accaparement par les multinationales des forêts primaires ainsi que des terres des petits paysans et des communautés indigènes a provoqué la réduction de la diversité des hôtes pour un pathogène donné.

À cause de la déforestation liée à l'exploitation de l'huile de palme, l'intensification de la production animale ainsi que l'augmentation du besoin en terres agricoles pour les monocultures, nous faisons face à une modification structurelle du contact avec les animaux : la destruction des habitats des espèces issues de la biodiversité sauvage nous rapproche de plus en plus de certaines espèces que nous ne pouvions rencontrer que lors de rares occasions. De plus certaines espèces prolifèrent au profit d'autres : la conséquence est que celles porteuses des maladies se développent parce que les insectes vecteurs ne sont plus régulés.

En somme la complexité écologique des forêts, ou des systèmes d'agriculture paysanne ou autochtone qui jouaient un rôle de paravent a été remplacée par une gestion rationalisée des terres, qui conduit à un rapprochement entre les animaux domestiques et sauvages, qui donne plus d'occasion de transmission vers l'homme.

Peux-tu revenir sur les effets de la segmentation (multiplication des étapes de production) induite par le système agro-industriel ?

Pour être concrète, je vais prendre l'exemple du foie gras. Traditionnellement le même éleveur gérait cette production de la naissance à la vente. Maintenant, un couvoir produit les œufs, un élevage réalise le démarrage, un 3^e élève les canards jusqu'à 18 semaines (prêt à gaver), puis le gaveur 15 jours, ensuite l'abattoir, la transformation, et enfin le circuit de la grande distribution. Le tout en 5 mois. Il faut bien sûr ajouter l'ensemble des intervenants extérieurs, équipes de ramassage, équarrissage, livraison d'aliments, etc... qui passent d'une exploitation à l'autre.

Tout cela démultiplie les risques de contamination, les virus circulant rapidement d'une exploitation à l'autre. Aussi, le réseau mondial de transports modulé autour de cette industrie agro-alimentaire, crée des conditions idéales pour la mobilité des maladies, transportées par les marchandises, les personnes et donc au sein de filières hyper-segmentées. Les deux années de grippe aviaire ou la progression de la peste porcine africaine actuellement, démontrent bien cette idée. Les filières, ont été absolument submergées par le nombre de foyers, et l'incapacité de maîtriser les flux.

Enfin, l'utilisation massive de pesticides et d'antibiotiques, la concentration des animaux et la recherche de productivité par la sélection d'animaux et de plantes génétiquement uniformes développent la création de résistances aux produits phyto et aux médicaments vétérinaires dans les cultures et l'élevage. Elles accroissent la sensibilité du bétail et des cultures aux maladies.

Quelles politiques publiques ont été mises en œuvre après les précédentes épidémies ?

Ce système agro-industriel et la société qu'il génère sont extrêmement vulnérables aux maladies animales et par extension aux maladies humaines. Les solutions proposées sont désordonnées et imparfaites, puisqu'elles ne s'attaquent qu'aux conséquences sans agir sur les causes structurelles. Comme pour la grippe aviaire le business prime.

Les leçons à tirer de la crise de la grippe aviaire sont importantes : l'État n'a pas été

capable d'arrêter la diffusion du virus car les transports d'animaux vivants étaient maintenus. L'État n'a pas exigé l'arrêt de la segmentation de la filière, avec un plan de transition des exploitations comme le revendiquaient des organisations paysannes. Rien non plus sur la relocalisation des outils de transformation. A la place les mesures sanitaires ont toujours été en retard et hors cible. Le parallèle avec la crise actuelle du coronavirus est saisissant.

En Europe malheureusement, il n'y a pas de place pour développer des savoirs pratiques de gestion des épidémies, car les règles sanitaires sont jusqu'au-boutistes : on abat tout le troupeau. L'objectif est de tout éradiquer pour conserver le statut indemne du territoire, afin de pouvoir continuer à exporter des animaux. Pourtant, les exploitations paysannes sont plus diverses et confrontées à l'environnement, ce qui engendre une meilleure immunité d'une partie des animaux, qui pourtant sont abattus avec les autres parce que la doctrine n'est pas pensée pour ce modèle agricole.

Quelles sont les alternatives selon toi ?

Il est incontestable que l'agriculture paysanne est une solution à creuser, pour aplanir la diffusion mais aussi limiter l'émergence de nouveaux pathogènes. Nous pensons que la maîtrise des outils de transformation est capitale. Moins de segmentation et donc moins d'intervenants dans les filières, avec en parallèle le développement de la production et de l'alimentation locale : des points de vente locaux et par conséquent moins gros sont des pistes logistiques qu'il faut explorer tout de suite. De plus, développer la biodiversité cultivée et animale constitue une protection des cultures et des troupeaux.

D'une manière générale nous avons besoin de systèmes alimentaires locaux plus autonomes et robustes, plus divers, qui constituent des coupe-feu écologiques, à l'inverse des systèmes exportateurs et ultra-concentrés.

Propos recueillis par Fanny Gallot et Hugo Harari-Kermadec.

Références

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-edito-carre/l-edito-carre-18-mars-2020>

<https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/>

https://monthlyreview.org/product/big_farms_make_big_flu/

<https://www.nytimes.com/2016/02/07/opinion/sunday/what-you-get-when-you-mix-chickens-china-and-climate-change.html>

<https://www.nytimes.com/2020/01/28/opinion/coronavirus-china.html>

<https://www.sciencedaily.com/releases/2009/02/090220191318.htm>

<https://www.the-scientist.com/news-opinion/deforestation-tied-to-changes-in-disease-dynamics-65406>

<https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/SHAH/61547>

Le Monde, « Moins d'espèces, plus de maladies infectieuses », 15 décembre 2010

La Agroecología en tiempos del COVID-19. Miguel A Altieri y Clara Inés Nicholls, University of California, Berkeley y Centro Latinoamericano de Investigaciones Agroecológicas (CELIA)

<https://blogs.mediapart.fr/annie-thebaud-mony/blog/150320/coronavirus-covid-19-ou-est-le-danger-mortel-chronique-d-une-catastrophe-annoncee>

<https://www.mediapart.fr/journal/international/220320/le-coronavirus-un-boomerang-qui-no-us-revient-dans-la-figure>